

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

1905 - 2005 : centenaire de la création du Parti  
socialiste

# Pour un retour à l'identité socialiste première

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

---

Démocratie & Socialisme

---

**Il y aura bientôt cent ans, Jaurès réalisait l'unité des socialistes, à la salle du Globe, à Paris. Fin avril 1905, la S.F.I.O. naissait. Cent ans après, que penser de cet héritage jaurésien ? Au-delà de l'unité diverse des socialistes que le P.S. de François Mitterrand et après a su préserver au moins en façade, et par-delà les origines multiples et contradictoires du socialisme français qui font sa richesse jusqu'à aujourd'hui, qu'avons-nous fait de nos cent ans ?**

Pour y répondre, je prendrai quelques points centraux et névralgiques de l'identité socialiste et du jaurésisme pour, sinon les confronter à nos pratiques et orientations présentes au sein du Parti socialiste, du moins les rappeler en guise de boussole pour naviguer par les mauvais vents libéraux de notre époque. Mon but n'est donc pas tant d'inventorier ce qu'il reste des idées du grand Tribun dans l'actuel Parti socialiste, mais de voir ce que nous devons en garder, revendiquer, perpétuer et remettre à l'ordre du jour. Mon propos sera ici essentiellement prospectif (et non historique) en examinant le rapport entre la question économique et la question institutionnelle (et donc étatique), à mon sens central en ce début du XXIème siècle - comme chez Jaurès déjà - pour penser politiquement la question sociale actuelle, la nécessaire évolution de l'idée socialiste et une méthode d'action fidèle à l'identité socialiste première.

En effet, n'est-ce pas ce lien entre l'institutionnel et la citoyenneté qu'il faut aujourd'hui revisiter au plus vite ? En même temps envisager l'individu-citoyen et les structures institutionnelles de l'État, tant il est vrai - on ne le dit jamais assez - que c'est par l'État que l'individu est citoyen ! Sinon, il n'est qu'une simple force de travail, un consommateur indifférencié dans l'espace atomisé du marché ; sorte d'électron libre déconnecté du noyau social. Car c'est bien le lien social qui est le plus en souffrance de nos jours dans nos pays dits " évolués " et/ou " post-modernes " .

Aussi, face à la crise contemporaine du travail que nous traversons, il nous faut remettre en avant la " Question sociale " et nous pencher sérieusement sur cette idée qui était chère à Jaurès et qui demeure pleinement d'actualité, en plus d'être à la racine de l'idée socialiste et de ce que devrait être notre engagement militant : une définition économique du citoyen en même temps qu'une (re)définition citoyenne de l'économie. En effet, il ne peut y avoir de vraie citoyenneté assumée et accomplie sans une prise en compte du statut économique du citoyen ; pas de démocratie vivante et entière sans un épanouissement, une émancipation économique du citoyen ! Dès lors, la précarité de l'emploi et le chômage à plus forte raison sont d'emblée antidémocratiques et antisociaux ! La citoyenneté ne saurait être vraie si elle n'est pas pleine, c'est-à-dire implication de l'individu dans la réalité sociale en tant que réalisation effective du " vouloir-vivre-ensemble " ; le " faire social " fonde " l'être citoyen ". C'est en cela que l'individu est citoyen effectif ; sinon, il n'est que citoyen formel : il n'est pas ! Ne pas intégrer le travail dans la citoyenneté c'est priver le citoyen de son être même ; le chômage est une usurpation de la citoyenneté, une suspension de la liberté sociale, un attentat contre la dignité humaine ! C'est d'ailleurs ce que bien des chômeurs mais aussi des travailleurs précaires expriment à leur façon en boudant durablement les urnes ou en se réfugiant dans les votes extrémistes - ce qui est à peu près la même chose -, " votes sanctions " qui sanctionnent surtout ces électeurs en les privant de réelles perspectives politiques d'avenir ! Aigreurs et crispations sociales sont souvent liées au chômage en particulier et à sa cause essentielle : l'autonomisation de l'économique vis à vis du politique. Tout ceci est à l'origine de ce refus d'être citoyen - certains préférant même l'intégrisme à l'intégration que d'ailleurs on leur refuse -, refus d'être ce que notre République n'est plus : vraiment démocratique, c'est-à-dire mue par une souveraineté du peuple. Nous sommes insensiblement en train de passer dans un autre type de société et, du même coup, dans un autre genre de régime - dès lors illégitime -, qu'il est pour l'instant difficile de nommer avec précision, et qui refuse de dire son nom en se parant des habits de la démocratie. C'est tout autant la " chose publique " qui est aussi mise à mal aujourd'hui avec le recul de l'État, le démantèlement des services publics, la " désémancipation " sociale, qui est aussi un amenuisement du politique en parallèle du dépérissement libéral des États. Si la République se meurt, la démocratie semble bien morte car " ils " ont tué le peuple ! L'atomisation sociale a dissous le peuple en tant qu'entité certes fictive, unité métaphysique sans laquelle il ne peut y avoir de réelle démocratie. Pas de démocratie sans Dêmos ! Or, aujourd'hui, avec l'évolution de l'économie capitaliste ; avec la montée des

individualismes identitaires de types communautaristes ou bien simplement consuméristes, il n'y a plus que des gens. La prophétie de Tocqueville s'est bien réalisée. Le peuple est devenu introuvable ; il a déserté l'espace public ! Comment le ressusciter ? Là aussi, Jaurès mérite d'être revisité.

Si nous voulons vraiment relever le défi démocratique, il nous faut " réinventer " le peuple selon sa définition originelle qui est " l'ensemble de ceux qui travaillent ". Reformuler une unité sociale en retissant du lien social et de nouveaux rapports économiques. Il nous faut aussi réaffirmer l'État comme agent de cette unité solidaire et ne jamais accepter l'autonomie de l'économie. Cela passe par une nouvelle définition du citoyen dans la Cité et une autorité politique mondialement reconnue sur l'économie globalisée limitant l'espace de la propriété privée. Il n'est pas sain, en effet, de laisser des firmes devenir plus riches que des États, surtout à notre époque où même les guerres se privatisent... Le local et le global s'interpénètrent. C'est justement par l'économie que le politique doit se rétablir : légaliser le légitime tout en rendant illégal l'illégitime. N'est-ce pas cela, au fond, l'enjeu juridico-politique majeur d'aujourd'hui ? Avec l'économie globalisée et les marchés compénétrés, aucun État n'est en mesure de réaliser vraiment cela de nos jours. Une instance économique mondiale de régulation, d'orientation et d'équilibre s'impose donc. Un gouvernement économique planétaire, sorte d'ONU de l'économie, n'aurait aucun mal à trouver sa légitimité. Les États n'en seraient que les corollaires. Il ne nous manque que la volonté politique, le courage et les hommes pour en porter le projet et le réaliser, au-delà des actuelles contestations anti/globalistes certes nécessaires mais un peu courtes parce que trop exclusivement contestataires et hélas trop réfractaires à toute idée d'exercice du pouvoir...

Le capitalisme n'est certes pas illégal, mais il est illégitime car il fait fi de tout contrôle démocratique ; il est d'essence despotique et toujours capable de se régénérer, même à partir des forces qui lui sont contraires. Il est plus dialectique que les marxistes ! Actuellement, la technocratie européenne lui sert de relais en déréglementant, précarisant, imposant des démantèlements de services publics, sur la tête des États et des citoyens, sans aucune légitimité politique. Il convient donc d'articuler le social sur le civique pour penser une réelle citoyenneté : une citoyenneté économique et sociale au fondement du politique, là est vraiment toute l'actualité politique du Jaurès, à l'aube de ce XXIème siècle. Puisque le travail est l'acte de citoyenneté par excellence pour chaque individu, il nous faut placer le travail au cœur de la citoyenneté républicaine en instaurant une démocratie économique. L'idée n'est certes pas nouvelle mais elle est peut-être désormais historiquement nécessaire et possible.

A l'heure où notre premier ministre entend réhabiliter ce qu'il appelle fort inadéquatement ou simplement fallacieusement la " valeur travail " (comme si nous avions un marxiste à Matignon !), c'est plutôt le travail comme valeur qu'il nous faut réaffirmer. Le travail comme valeur morale et sociale, épanouissant l'individu dans ses multiples vertus, émancipant le citoyen dans ses droits et devoirs et participant à l'harmonie sociale. Jaurès adossait la question du travail et de son nécessaire partage à une métaphysique de la valeur, toute imprégnée de la théorie de la valeur-travail de Marx, pour penser une vraie citoyenneté économique, liant progrès et harmonie sociale. Quel plus beau moyen de créer du lien social dans l'acte de travailler, qui est d'abord acte de production de richesses et donc de biens collectifs ! Mais, pour cela, il faut d'abord avoir du travail. Et là est toute l'ambiguïté de notre société, du droit et des institutions. Dans le Livre III de son Histoire de la Révolution française, l'historien et homme politique du XIXème siècle Louis Blanc distinguait le " droit de travailler ", proclamé par Turgot, du " droit à travailler ". C'est bien un authentique droit au travail qu'il nous faut penser encore aujourd'hui, droit supposant nécessairement un État à qui on fasse obligation de servir les citoyens, les aider en leur fournissant du travail, conformément à ce que laisse supposer le prétendu " droit au travail " des Constitutions de notre République, depuis 1946.

Au-delà de la légitimité, quelle légalité politique pour cette citoyenneté nationale, européenne et mondiale ? Prenons un seul exemple institutionnel significatif, en France : le Sénat. Combien de gouvernements ont essayé de le réformer, en vain. Antichambre gouvernementale sous un gouvernement de droite ; Chambre antigouvernementale sous un gouvernement de gauche, il ne remplit plus, chez nous, de vraie fonction politique, en plus d'être déconnecté de la réalité électorale et sociologique du pays (encore calqué sur la photographie démographique de la France des années 1920). Et pourtant, cette respectable Assemblée peut devenir une plus haute et valeureuse

Institution républicaine et démocratique si on en fait une Chambre du Travail, élue au suffrage universel direct par l'ensemble du monde du travail. Ce projet n'est pas non plus nouveau. Il fut au moins rêvé, envisagé par Jean Jaurès et mérite d'être remis en lumière, en ces temps d'asthénie institutionnelle.

En effet, le grand tribun socialiste prévoyait déjà, dans un article de La Dépêche de Toulouse du 7 juillet 1890, d'appeler " des délégués de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, élus dans chaque catégorie au suffrage universel des travailleurs et des producteurs, à siéger dans une chambre du travail, [...] où seront concentrées toutes les énergies de la démocratie, et qui, par son nom même comme par son origine, attirera sur l'oeuvre de la France républicaine l'attention et la sympathie des travailleurs du monde entier ". Ce projet de réforme du Sénat ne le quittera pas, au point de lui avoir consacré plus de trente articles connus à ce jour, écrits entre 1887 et 1912, sans compter d'autres études, comme dans L'Armée nouvelle notamment, en 1910. Jaurès voulait ainsi placer la question sociale au coeur de nos institutions républicaines, renouveler le social en renouvelant le politique. Il y a aujourd'hui quelque chose à fouiller dans cette direction-là.

Quelle belle idée ce serait, de consacrer la démocratie économique par une double identité citoyenne des femmes et des hommes : à la fois politique et économique parce que les deux sont toujours intimement liées ! Ainsi le Sénat inspirerait efficacement les vrais artisans de la Loi que sont les députés - ce qui justifierait la suppression du Conseil économique et social - ; nos lois seraient alors l'émanation des forces du travail, des travailleurs et donc des citoyens actifs, à tous les sens du terme ! Les forces du travail donnant substance à la force des lois ! Le travail comme valeur aurait là son vrai sens : celui de la réalité sociale de terrain et une formidable caution démocratique, concrète et dynamique, renouvelant et renforçant la souveraineté d'un peuple retrouvé. La démocratie en ressortirait régénérée face à sa crise actuelle de la représentation, au sein d'une République sociale digne de ce nom.

Nous manquons d'imagination et d'audace parce que nous nous sommes tous laissés enfermer dans un faux réalisme économique nécessitariste qui sonne comme un renoncement politique à inventer l'avenir et donc un défaut d'idéal. L'économique n'est pas premier, sinon, il n'y a plus de démocratie. Voilà un des grands héritages de Jaurès, même s'il ne fut pas le seul à le défendre. Telle est l'utopie concrète à notre portée qu'il convient à nouveau de penser sans tarder, en l'imaginant à l'échelle de chaque nation européenne (pour construire demain une Europe républicaine, sociale et laïque), mais aussi à l'échelle du monde. Si nos partis traditionnels sont en mal de projets, en voici un qui fait son chemin et qui est de nature à mobiliser grandement les foules car il est un vrai projet de civilisation et d'émancipation humaine qui mérite débats et expérimentations prochaines. Voici esquissées quelques idées de Jaurès dont nous pouvons/devons nous revendiquer et faire nôtres pour éclairer ce siècle balbutiant, fébrile et incertain.

**Bruno Antonini**